CONSEIL DEPARTEMENTAL DES YVELINES

Convocation des élus par le Président le : 11 mai 2022

Transmission aux élus du rapport et du projet de délibération le : 11 mai 2022

COMMISSION PERMANENTE

Séance du vendredi 20 mai 2022

POLITIQUE D01 Ressources humaines

Composition du comité social territorial (CST)

LA COMMISSION PERMANENTE,

Sur le rapport de Mme Josette Jean

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 modifié relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique,

Vu le décret n° 2018-55 du 31 janvier 2018 relatif aux instances de représentation professionnelle de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatifs aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 2021-1624 du 10 décembre 2021 modifiant certaines dispositions relatives aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique,

Vu la délibération n°2010-371 du 21 octobre 2010 de la commission nationale de l'informatique et des libertés portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote électronique,

Vu la délibération du conseil départemental n°2021-CD-9-6417.1 en date du 1^{er} juillet 2021 portant délégation d'attributions du Conseil départemental à la Commission permanente,

Vu l'avis du comité technique en date du 7 avril 2022,

Vu le rapport de Monsieur le Président du conseil départemental,

Considérant que l'effectif apprécié au 1er janvier 2022 servant à déterminer la composition du Comité social territorial est de 3 426 collaborateurs (dont 2 498 femmes et 928 hommes, soit 73% de femmes),

Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue lors d'un groupe de travail le 15 mars 2022 et lors du comité technique le 7 avril 2022, soit 6 mois au moins avant la date du scrutin,

Considérant qu'il convient de fixer le nombre de représentants titulaires du personnel et de la collectivité au sein du Comité social territorial et au sein de la Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (formation spécialisée du Comité instituée en son sein),

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Fixe à douze (12) le nombre de représentants titulaires du personnel, et en nombre égal le nombre de représentants suppléants, au sein du Comité social territorial et au sein de la Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

Décide de supprimer le paritarisme numérique au sein du Comité social territorial et de la Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

Fixe à six (6) le nombre de représentants titulaires de la collectivité, et en nombre égal le nombre de représentants suppléants, au sein du Comité social territorial et au sein de la Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

Décide le non recueil, par le Comité social territorial et la Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail, lors des votes, de l'avis des représentants de la collectivité.

La présente décision ne pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Versailles au-delà d'un délai de deux mois à compter de sa publication.

Séance du vendredi 20 mai 2022

Composition du comité social territorial (CST)

Délibération

Président de la séance : Monsieur Bédier Pierre

Secrétaire :

Votent POUR (28) : Geoffroy Bax de Keating, Pierre Bédier, Laurence Boularan, Nicole Bristol, Anne Capiaux, Claire Chagnaud-Forain, Julien Chambon, Bertrand Coquard, Ingrid Coutant, Nicolas Dainville, Olivier De la Faire, Clarisse Demont, Gwendoline Desforges, Sylvie D'Esteve, Fabienne Deveze, Cécile Dumoulin, Pierre Fond, Grégory Garestier, Marc Herz, Suzanne Jaunet, Josette Jean, Joséphine Kollmannsberger, Lorrain Merckaert, Alexandra Rosetti, Patrick Stefanini, Stéphanie Thieyre, Pauline Winocour-Lefevre, Cécile Zammit-Popescu.

Absents excusés : Catherine Arenou, Marie-Hélène Aubert, Philippe Benassaya, Sonia Brau, Laurent Brosse, Richard Delepierre, Eric Dumoulin, Olivier Lebrun, Guy Muller, Karl Olive, Nathalie Pereira, Arnaud Pericard, Jean-François Raynal, Laurent Richard.

Affichage le : 27 mai 2022

Transmission préfecture le : 25 mai 2022

AR Préfecture :

N° : 078-227806460-20220520-lmc1130528-DE-1-1

Du : 25 mai 2022

Délibération exécutoire le : 27 mai 2022